

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET JACOB ZUMA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD, SUR LES RELATIONS FRANCO-SUD AFRICAINES ET SUR LA SITUATION POLITIQUE EN LIBYE ET EN CÔTE D'IVOIRE, À PARIS LE 2 MARS 2011.

2 MARCH 2011 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous dire combien pour Alain JUPPE, pour Claude GUEANT, Christine LAGARDE, Eric BESSON et pour moi-même, c'est un honneur de recevoir le président Jacob ZUMA en France pour sa première visite d'Etat et la délégation importante qui l'accompagne. Cette première visite d'Etat répond à celle que j'avais moi-même effectuée en Afrique du Sud en février 2008.

L'Afrique du Sud est aujourd'hui un acteur global, présent, actif dans toutes les grandes enceintes internationales. La voix de l'Afrique du Sud, qui est aussi celle de l'Afrique, cette voix est écoutée, cette voix est respectée parce que c'est l'Afrique du Sud et parce que c'est le président Jacob ZUMA. Dès le lendemain de mon élection, j'avais souhaité que la France noue un véritable partenariat stratégique avec l'Afrique du Sud, qui est un pays considérable pour son importance économique, politique et stratégique. Alors que la France exerce la Présidence du G8 et du G20, nous avons donc décidé avec le président ZUMA d'harmoniser nos positions dans le cadre du programme de la Présidence française du G20. Nous nous sommes mis d'accord pour que les ministres des Affaires étrangères travaillent à une réforme intérimaire du Conseil de sécurité, qui fasse enfin sa place à l'Afrique. Je veux redire combien la France considère comme une véritable anomalie -- disons les choses -- une forme de scandale, que les Africains ne soient pas représentés de façon permanente au sein du Conseil de sécurité. Nous allons donc travailler sur une réforme intérimaire qui ne veut pas dire que l'Afrique du Sud ou la France renoncent à l'objectif d'une réforme définitive, mais qui veut dire que l'Afrique du Sud et la France n'acceptent pas le statu quo, l'immobilisme.

Je voudrais également dire que les ministres des Finances vont travailler sur un panel de solutions pour les financements innovants, de façon à ce que l'Afrique en particulier et les pays qui en ont besoin en général, puissent bénéficier d'une aide financière importante pour assurer leur croissance et pour respecter les engagements du monde tels qu'ils ont été négociés à Copenhague.

Nous avons également, par l'intermédiaire des ministres de l'Industrie et de l'Energie, parlé du nucléaire. La délégation sud-africaine nous a dit combien son calendrier avançait, que les décisions seraient prises sous peu. La France a fait part de sa grande disponibilité pour fournir l'énergie nucléaire dont l'Afrique du Sud a besoin.

Enfin, nous avons évoqué l'ensemble du programme qui est celui de la Présidence française. Et je crois pouvoir dire qu'entre l'Afrique du Sud et la France, il y a une très grande identité de vues avec un objectif, que le G20 de Cannes soit conclusif, qu'il prenne des décisions concrètes car l'Afrique du Sud et la France ont la même vision de la situation : l'immobilisme nous est absolument interdit.

M. le Président,

M. JACOB ZUMA -- Merci infiniment M. le Président. Merci de donner l'occasion aux ministres et aux responsables des deux Gouvernements de se rencontrer.

Mes salutations aux représentants des médias et merci M. le Président de nous avoir adressé cette invitation à nous rendre en visite dans votre pays, pas simplement une visite à titre privé mais une visite d'Etat et c'est important de le souligner. Par ailleurs, vous vous êtes vous-même rendu en Afrique du Sud peu après avoir pris vos fonctions à la Présidence de la République, en 2008. Vous aviez dit à l'époque quelle était votre position et quelles allaient être vos politiques relatives à l'Afrique. Et vos positions n'ont pas changé depuis. Elles sont les vôtres, vous les avez maintenues et je suis heureux de constater que vous maintenez ces positions, des positions que vous aviez décrites, relatives aux relations entre la France d'une part et l'Afrique de l'autre. Votre point de vue a le mérite d'être très clair et nous vous remercions de faire preuve d'autant de franchise dans la façon dont vous exposez vos points de vue. Vous avez comme d'habitude fait preuve de beaucoup de franchise. Cette réunion a été

riche en informations, elle a porté sur de nombreux sujets divers et variés. Nous avons eu l'occasion de dire à quel point nous vous étions reconnaissants de considérer l'Afrique du Sud comme un partenaire stratégique et vous nous avez dit que vous estimiez que la France était un partenaire stratégique également. Nos deux pays doivent soigner nos relations et nous en sommes heureux.

Vous avez également décrit votre position de leader exerçant la Présidence du G20 et du G8. C'est une position importante et vous nous avez dit comment vous envisagiez de mener cette Présidence. Vous nous avez dit quelles étaient les conclusions concrètes auxquelles vous souhaitiez parvenir suite au G8 et au G20. Nous vous appuyons pleinement, le G8 est une instance importante au plan mondial. Nous en avons conscience et elle doit impérativement prendre des décisions qui soient conformes à cette position.

Par conséquent, vous en exercez la Présidence et vous saurez insuffler une nouvelle vie à cette organisation. Quoi qu'il en soit, sachez que vous pouvez compter sur notre plein appui. Vous avez évoqué la question des financements innovants, nous travaillerons ensemble et nous nous attèlerons conjointement à cette tâche.

Je souhaitais revenir également sur vos propos relatifs aux réformes qui doivent intervenir aux Nations Unies. Nous souhaitons vivement que ces réformes interviennent parce que nous estimons que l'Afrique est un acteur important au plan mondial. On ne peut plus comprendre pourquoi le Conseil de sécurité des Nations Unies ne compte pas de membre permanent africain. Nous estimons que le moment est venu en effet de lui offrir ce siège et nous vous remercions des propos que vous avez tenus et bien entendu nous vous appuyons pleinement.

Nous avons discuté de nombreux autres sujets lors de cette réunion et je suis très heureux du caractère positif, franc et cordial, voire fraternel, de nos débats.

Merci

LE PRESIDENT -- Peut-être pourrions-nous répondre à deux questions de chaque côté ?

QUESTION -- J'ai une question à propos de la situation en Libye. Selon la ligue libyenne des droits de l'Homme, la répression aurait fait dans ce pays déjà plus de 6 000 morts. Les Libyens se précipitent vers leurs frontières à raison de 10 à 15 000 personnes par jour, nous dit-on.

Avez-vous évoqué ce sujet ? Que comptez-vous, que pouvez-vous faire pour mettre un terme à cette situation ?

Et, M. le Président, on vient d'apprendre que le porte-hélicoptères Mistral avait été envoyé au large des côtes libyennes. Que signifie cette décision et, quitte à solliciter un mandat des Nations Unies, est-ce que l'on approche du moment où il faudrait intervenir militairement en Libye ?

LE PRESIDENT -- La situation en Libye à l'heure actuelle est une tragédie. La position de la France a été exprimée à de multiples reprises, notamment par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères. M. KADHAFI doit partir. Il n'y a aucune ambiguïté en la matière. Le bateau dont vous faites état a été mis à disposition pour évacuer les ressortissants étrangers se trouvant en Libye, dont les Etats n'avaient pas -- les Etats d'origine --, n'avaient pas les moyens d'assurer, comme nous l'avons fait pour nos nationaux, l'évacuation. Et donc, la Marine française est dans le cadre d'une opération humanitaire. Il y a des étrangers en Libye qui sont bloqués, qui risquent leur vie, et le devoir de la France, c'est d'aider à l'évacuation vers les pays limitrophes de ces étrangers.

S'agissant de l'évolution de la situation, nous la regardons avec une grande préoccupation. La France et la Grande-Bretagne ont obtenu une décision du Conseil de sécurité, décision extrêmement importante, quant à la saisine de la Cour pénale internationale et aux sanctions et décision d'autant plus importante qu'elle a été votée notamment par des pays qui n'avaient pas jusqu'à présent reconnu la Cour pénale.

La France et la Grande Bretagne ont demandé ensemble une réunion du Conseil européen qui aura lieu le 11 mars, consacrée à la situation libyenne mais plus largement à la situation moyen-orientale. Nous ferons des propositions communes avec nos amis Anglais. Le Ministre d'Etat y travaille avec son homologue. Nous aurons l'occasion de définir les contours d'un plan ambitieux.

Quant au problème de sécurité à l'intérieur, c'est un sujet qui doit être évoqué au niveau du Conseil de sécurité dont nous aurons à parler. Vous connaissez les réserves de la France quant au principe d'une intervention militaire. Nous pensons que ce n'est pas une décision qui serait appropriée mais, bien sûr, nous restons attentifs aux décisions que pourrait prendre le Conseil de sécurité et qui pourraient dans

nous restons attentifs aux décisions que pourrait prendre le Conseil de sécurité et qui pourraient, dans ce cadre, changer la donne, en tout cas partiellement. Et par ailleurs, nous ne pouvons nous désintéresser, naturellement, des victimes innocentes de la folie meurtrière de Monsieur KADHAFI et de son clan.

Dans l'état actuel des choses et compte tenu des évolutions de la situation, je crois que le mieux, c'est de s'en tenir à cette position.

M. Jacob ZUMA -- Tout d'abord, permettez-moi de vous dire qu'à mon sens, la situation en Libye est extrêmement préoccupante. Certains citoyens se sont rendus en Afrique du Sud, ils ont relaté les faits et ont indiqué à quel point la situation était grave en Libye. Au Conseil de sécurité des Nations Unies dont nous sommes membre non-permanent, nous avons participé aux discussions qui ont abouti à la rédaction d'une résolution relative à la Libye. Nous sommes également membre de l'Union africaine et aucune discussion n'a eu lieu sur ce point au niveau de l'Union africaine £ mais le moment venu -- un moment qui interviendra prochainement --, nous aurons, je n'en doute pas, l'occasion d'exprimer notre point de vue, le point de vue sud-africain.

Nous condamnons les violences, les assassinats, toute violence dans une situation politique, parce que tout ceci peut mettre à mal les droits de l'Homme, les droits humains de citoyens innocents. Nous avons dit, à mesure que la situation évoluait dans le monde arabe, que ces difficultés politiques devaient être résolues par des moyens pacifiques et nous invitons le leadership libyen à renoncer à la violence. La violence ne permettra pas de résoudre la situation, nous n'en doutons pas et, par conséquent, tout appel invitant à mettre fin aux assassinats en Libye recueille notre plein appui. Il faut trouver des solutions pacifiques. Ensuite, libre à chaque pays de décider comment il entend aller de l'avant. J'ai vu la situation dans les pays arabes £ dans certains pays arabes, les populations sont descendues dans la rue, il n'y a pas eu de tués. Or, en Libye, oui, les populations sont victimes et c'est inacceptable. Merci.

QUESTION -- Toutes mes excuses. Puis-je poser une question au président sud-africain ? S'agissant de vos efforts de conciliation au sein du groupe des cinq présidents sur la Côte d'Ivoire, quelles informations avez-vous fournies au président français ? Y a-t-il quelques réserves quant à la population de l'Afrique du Sud et acceptez-vous sans aucune équivoque la victoire d'Alassane OUATTARA aux élections présidentielles en Côte d'Ivoire, Monsieur le Président ?

M. Jacob ZUMA -- Eh bien, vous l'avez dit très justement, nous sommes membres du panel des cinq chefs d'Etat et certainement des discussions sont en cours. Vous n'êtes pas sans savoir qu'une équipe s'est rendue sur place en Côte d'Ivoire et a fourni les informations au panel. Le panel lui-même s'est rendu en Côte d'Ivoire et une réunion du panel est prévue pour le 4 en Mauritanie. Vous comprendrez fort bien qu'étant membre de ce panel, il m'est impossible de vous fournir des informations sans avoir l'aval des autres membres du panel, d'autant qu'aucune conclusion n'a été rendue, aucune position finale n'a été obtenue. Ce serait une erreur de vous fournir des informations, je ne puis vous dire que la chose suivante : le travail est en cours mais je ne peux pas vous fournir des informations détaillées et vous le comprendrez bien, je n'en doute pas.

LE PRESIDENT -- Autre question ?

QUESTION - C'est une question sur le même sujet, Monsieur le Président. J'ai cru comprendre que l'Afrique du Sud et la France n'avaient pas une position tout à fait équivalente sur ce sujet -- M. ZUMA vient de répondre --. M. le Président, à vous. C'est que malgré les ultimatums, malgré les sanctions, le président GBABGO est toujours aux commandes du pays. Comment, à votre avis, il est possible de le faire reculer alors que le pays menace de basculer à nouveau dans la guerre civile ?

LE PRESIDENT - J'ai dit au président ZUMA quelle était la position de la France. J'ai d'ailleurs beaucoup apprécié le caractère très profond de notre discussion sur ce sujet. La France soutient d'ailleurs le panel dont le président ZUMA est membre et les efforts de ce panel pour trouver une solution politique. Il n'y a pas d'ambiguïté, nous soutenons ces efforts. Et j'ai également indiqué au président ZUMA qu'après la reconnaissance par les Nations Unies, par l'Union africaine et par la CEDEAO de l'élection du président OUATTARA, nous avons été amenés, nous, la France, après la décision des Nations Unies, après la décision de l'Union africaine et après la décision de la CEDEAO, à reconnaître l'élection du président OUATTARA. Nous souhaitons bonne chance au président ZUMA et à ses collègues du panel dans l'action qu'ils vont engager, parce que tout doit être fait pour éviter de nouveaux morts et de nouvelles

violences en Côte d'Ivoire. Dernière question ?

QUESTION - Peut-on passer aux questions d'échanges commerciaux ? On me dit que la France et l'Afrique du Sud se considèrent réciproquement comme partenaires stratégiques. Compte tenu du fait que la balance commerciale est en faveur de la France, à ce stade-ci, avez-vous été à même de pointer certains domaines dans lesquels vous pourriez redoubler d'efforts, afin peut-être de redresser cette balance commerciale et de veiller à ce qu'il y ait davantage d'importations vers la France ? Une question aux deux présidents.

M. Jacob ZUMA - Merci. Eh bien, vous n'êtes pas sans savoir que nos collègues ministres de tutelle ont eu l'occasion de s'entretenir sur des questions très pointues relatives aux échanges commerciaux. Nos relations commerciales sont excellentes mais, bien entendu, la crise financière mondiale n'a pas été sans impacts et le niveau d'échanges a connu un déclin. Par conséquent, nous déployons de nombreux efforts pour essayer de ramener nos échanges au niveau précédent à la crise et nous sommes tout à fait sur la même longueur d'ondes puisque nous entendons renforcer nos échanges commerciaux. Ceci est tout à fait conforme à notre conviction, à savoir que nous estimons être des partenaires stratégiques. Donc, sachez que ces questions ont été évoquées et que nous veillerons à engranger des succès, le succès étant précisément de redresser cette balance.

LE PRESIDENT - Ecoutez, nous avons fait le point. Les chiffres sont impressionnants. L'Agence Française de Développement et sa filiale PROPARGO ont mobilisé 1,7 milliard d'euros pour l'Afrique du Sud. Nous sommes aujourd'hui le deuxième bailleur de fonds. La France croit dans le développement et dans la stabilité de l'Afrique du Sud. La France veut investir dans la démocratie de l'Afrique du Sud. C'est un choix stratégique que nous avons fait, qui se traduit par l'activité de centaines d'entreprises françaises en Afrique du Sud, de centaines de millions d'euros d'investissements. Et la meilleure preuve que la France fait une confiance complète dans l'avenir et dans la stabilité de l'Afrique du Sud, c'est que la France veut travailler au développement de l'énergie nucléaire en Afrique du Sud, comme elle l'avait fait il y a quelques années. Et si la France n'avait pas confiance dans la démocratie de l'Afrique du Sud, elle ne s'engagerait pas comme elle s'engage dans la compétition pour fournir l'énergie nucléaire à l'Afrique du Sud. Vous savez, l'énergie nucléaire c'est l'énergie qui nous permet, en France, d'être indépendants. Et le choix de nos partenaires, c'est quelque chose d'extrêmement sensible et très important car, dans l'industrie nucléaire, on raisonne en décennies, on ne raisonne pas simplement en quelques mois de travail. Ce choix est un choix stratégique. L'Afrique du Sud a besoin d'énergie. La France a la compétence nucléaire. Eh bien, la France veut partager cette compétence avec l'Afrique du Sud. Et c'est une position constante que nous avons exprimée. Quel meilleur témoignage de notre partenariat stratégique ? Naturellement, c'est à nos partenaires de fixer le calendrier mais nous, nous avons clairement indiqué les modalités et notre disponibilité.